

Bruxelles dans les starting bloks

Dernière ligne droite avant un gouvernement

- La plus petite des 3 Régions sera la plus prompte à conclure un accord de majorité.
- PS, FDF, CDH, Open VLD, SP.A et CD&V ont terminé la rédaction du programme du prochain gouvernement bruxellois.
- Un gouvernement qui devrait être dirigé par Rudi Vervoort (PS).

Il y a de fortes chances que le gouvernement bruxellois soit le premier exécutif régional issu des élections du 25 mai à prendre forme. Ce week-end, les négociateurs PS, FDF, CDH, Open VLD, SP.A et CD&V s'attelaient à l'ultime relecture d'un projet de programme pour la prochaine législature. Le document compte une centaine de pages. Ce lundi, une conférence de presse en détaillera les grandes lignes alors que le reste de la semaine sera mis à profit pour distribuer les compétences entre les partis politiques ainsi que les ministres et secrétaires d'Etat dont les noms doivent encore être confirmés (lire ci-contre).

Evocant un texte "ambitieux", Laurette Onkelinx, formatrice du gouvernement bruxellois (en tant que présidente de la Fédération bruxelloise du PS), a confirmé l'accord intervenu samedi matin entre les six partis qui avaient rapidement choisi de négocier. Les derniers points tranchés concernaient notamment les transferts de compétences à la Commission communautaire commune (Cocom), organe qui gère les matières bicommunautaires dans la capitale et appelé à assurer la distribution des allocations familiales à l'horizon 2017.

Vu l'enjeu social et financier qu'il représente, ce transfert de compétences décidé par la sixième réforme de l'Etat a évidemment alimenté les négociations. Samedi, l'agence Belga signalait que l'idée d'accorder le même montant d'allocation pour chaque enfant avait été évoquée. Une piste qui devra

d'abord être évaluée en termes d'impact budgétaire et d'impact sur le portefeuille des ménages.

Les dépenses publiques dans le viseur

Le budget régional, et son maintien à l'équilibre, aura également plané au-dessus de ces négociations qui s'achèvent. La somme de 300 millions d'euros à trouver pour parvenir à cet objectif était confirmée ce week-end alors que la future majorité prévoit de réformer en profondeur la fiscalité régionale en 2017. Des mesures fiscales ne sont toutefois pas à exclure d'ici là, en plus d'un effort sur les dépenses publiques évalué à deux tiers des 300 millions précités. Il est d'ailleurs question de commander un audit général des politiques menées par la Région bruxelloise. Les communes, sous tutelle régionale, devraient elles aussi être amenées à faire des efforts en matière de gestion des deniers publics.

Au rayon mobilité, il semble que les négociateurs ne soient pas parvenus à s'entendre sur une mesure radicale visant à désengorger la capitale. Alors que les mois qui ont précédé les élections, des débats houleux avaient surgi à propos de l'instauration ou non d'un péage urbain ou d'une taxation au kilomètre, aucune de ces deux options ne semble avoir fait l'objet d'un engagement clair pour le prochain gouvernement bruxellois. Le document s'appuie sur les mesures prises pour les poids lourds pour pérenniser l'étude quant à l'instauration de la vignette dans le cadre des accords de coopération avec les deux autres régions. Bruxelles réaffirme par contre sa volonté de développer le réseau métro vers le Nord et vers le Sud. Confirmées également, les prises de position déjà exprimées au sujet du survol de Bruxelles au départ de Zaventem : allonge-

ment de la nuit, suppression du plan "Wathelet" et réorganisation des routes aériennes dans le ciel de la capitale en vue de survoler les zones les moins densément peuplées. Rappel : ces mesures dépendent toujours du niveau fédéral.

Rationalisation

Au niveau de l'emploi, l'accent sera mis sur l'activation des chômeurs, les plus jeunes d'entre eux en particulier. Le gouvernement sortant avait déjà lancé la "garantie emploi jeune". Celle-ci sera renforcée par un autre dispositif : le contrat d'insertion socioprofessionnel financé pendant deux ans par des fonds européens.

Il n'est pas question de supprimer l'avantage fiscal accordé à l'usage des titres-services mais le coût de ce système hérité lui aussi du fédéral devra être maîtrisé, relevait Belga.

Le prochain exécutif entend également rationaliser toute une série d'outils publics en matière d'aménagement du territoire ou encore de promotion du tourisme. Objectif : en augmenter l'efficacité et en diminuer le coût.

Cet accord doit encore être avalisé par les congrès de participation des six partis en présence. PS et FDF tiendront les leurs le jeudi 17 juillet. Les socialistes prévoient en outre leur congrès fédéral le samedi 19 juillet pour valider la présence dans les gouvernements à Bruxelles, en Wallonie et à la Communauté. Le CDH attendra les accords politiques wallon et communautaire, mais pense également à un congrès vendredi ou ce week-end.

Mathieu Colley

Un gouvernement Vervoort II, avec deux membres FDF

La donne est simple lorsqu'il s'agit de composer le gouvernement bruxellois. Il comprend obligatoirement un ministre-Président, quatre ministres avec le respect de la parité linguistique, et trois secrétaires d'Etat (deux francophones, un néerlandophone). Huit membres au total, donc. Tout cela est bétonné dans une loi spéciale. En outre, il faut au moins une femme dans chacun des deux groupes linguistiques.

Cela étant posé, on comprend que la marge de manœuvre est extrêmement réduite au sein de la nouvelle majorité PS/FDF/CDH/Open VLD/SP.A/CD&V. Elle existe uniquement au niveau du partage des sièges entre les partis, en fonction de leur poids électoral.

A ce petit jeu, le PS héritera de la ministre-présidence; le CDH, l'Open VLD et le SP.A uniquement d'un ministre; le FDF aura également un ministre; et le CD&V seulement un poste de secrétaire d'Etat. Enfin, concernant les deux autres secrétariats d'Etat, la négociation est en cours. Soit ils seront répartis entre le PS et le FDF, soit les deux iront aux socialistes francophones. La première option semble toutefois devoir l'emporter. Dans ce cas de figure, la présidence du Parlement bruxellois ira au Parti socialiste.

Enfin, le CDH devrait recevoir la présidence de la Cofoc (la Commission communautaire française), qui est l'assemblée législative des francophones de la Région bruxelloise.

Placer ses pions

En ce qui concerne le casting ministériel, voici les tendances fortes qui se dégagent.

- **PS.** Deux personnalités émergent pour la ministre-présidence bruxelloise : **Rudi Vervoort**, le chef du gouvernement bruxellois sortant, et **Laurette Onkelinx**, vice-Première ministre et formatrice du futur exécutif de la Région. Les jeux semblent faits. On irait vers un gouvernement Vervoort II. "Il n'y a pas de doute" à ce propos, nous dit même un socialiste. C'est la logique des choses. M. Vervoort avait succédé à Charles Picqué

un an avant la fin de la législature, justement pour prendre sa relève sur le long terme.

Quant au nom du secrétaire d'Etat socialiste, la liste des candidats est longue. **Rachid Madrane**, **Emir Kir**, **Fadila Laanan** et **Ahmed Laaouej** sont régulièrement cités depuis quelques semaines. M. Madrane semble avoir le vent en poupe. Les trois autres devront sans doute compter sur l'obtention – très hypothétique – d'un deuxième secrétariat d'Etat.

- **FDF.** **Didier Gosuin** sera ministre. C'est une évidence. Si les Fédéralistes francophones ont un secrétariat d'Etat, il devrait échoir à **Emmanuel De Bock**, l'une des figures montantes du parti, qui s'était notamment présenté – sans succès – contre le président Olivier Maingain lors de la dernière élection interne.

- **CDH.** **Céline Fremault** devrait être reconduite dans ses fonctions ministérielles. Elle avait pris la succession de **Benoît Cerexhe**, parti se consacrer à sa commune de Woluwe-Saint-Pierre. Le président des humanistes, **Benoît Lutgen**, compte sur l'Uccloise pour poursuivre sa mission.

- **Open VLD.** Aucun suspense. **Guy Vanhengel** sera ministre.

- **SP.A.** Le nouveau gouvernement marquera le grand retour de **Pascal Smet** dans la capitale. Exclu de la majorité lors de la dernière législature, le SP.A retrouve le pouvoir et renverra son principal porte-voix bruxellois au gouvernement, qui y redeviendra ministre.

- **CD&V.** La ministre sortante **Brigitte Grouwels** est critiquée au sein de son parti. En cause, semble-t-il, des divergences d'opinions entre le CD&V bruxellois et le siège du parti quant à l'attitude à adopter face au FDF. Mais M^{me} Grouwels devrait tout de même prolonger l'aventure dans l'exécutif régional. Non plus en tant que ministre, mais en tant que secrétaire. Face à cette règle qui impose une présence féminine dans chaque groupe linguistique au gouvernement, elle profite indirectement de la présence de ses futurs collègues **Guy Vanhengel** et **Pascal Smet**...

A. C. et V. R.

La donne est simple: le gouvernement bruxellois comprend obligatoirement 1 ministre-Président, 4 ministres et 3 secrétaires d'Etat.